

véritable courroie de transmission du régime depuis qu'elle est la seule agence de presse occidentale autorisée dans le pays, jouera à cet égard un rôle décisif. Citant régulièrement les quotidiens éradicateurs, qu'elle présente comme « privés » et « indépendants », l'agence gouvernementale française feint d'oublier que les informations sécuritaires publiées par ces quotidiens émanent le plus souvent du service d'action psychologique du DRS, dirigé par le fameux colonel Hadj Zoubir (lequel avait remplacé à ce poste le colonel Salah, assassiné le 19 février 1995) ^a.

Dans leurs rédactions, les journalistes algériens honnêtes enragent, mais ils ne peuvent rien dire : « On se disait que les massacres étaient probablement commis par des clans de l'armée, des milices, raconte Yousfi. Mais sans même qu'on l'ait écrit dans des articles, certains de nos collègues furent enlevés, torturés, des journaux furent suspendus. Si on avait écrit cela, vous auriez lu dans la presse algérienne que l'auteur de l'article a été assassiné par un groupe armé, que la revendication portait le cachet du GIA. » Quant aux journalistes étrangers désireux de se rendre en Algérie à l'occasion des élections municipales, les autorités commencent par les « trier sur le volet » : la plupart de ceux qui connaissent bien le pays et qui ont commencé à recueillir des témoignages laissant penser que l'armée pourrait être impliquée dans les massacres se voient tout simplement refuser leurs demandes de visa ^b. Ceux qui sont autorisés à se rendre en Algérie doivent impérativement loger à l'hôtel Aurassi ou au Saint-Georges, deux établissements placés sous le contrôle étroit des services du DRS ^c. Il leur est en outre interdit de se déplacer sans escorte, une mesure qui permet d'intimider d'éventuels témoins gênants.

Durant leur séjour à Alger, les journalistes qui veulent se rendre sur les lieux des massacres sont autorisés à le faire, mais dans des bus affrétés spécialement par les autorités : « Tous les matins, à l'hôtel, les autorités nous indiquaient le programme du jour en nous proposant deux ou trois reportages possibles, nous a raconté Giovanna Botteri, journaliste à la télévision italienne Rai 3. Évidemment, Bentalha, cela passait très bien à l'image, tout le monde voulait y aller. Dans le car, il y avait des "journalistes" algériens avec nous pour nous "expliquer" ce qui s'était passé. La première étape de la

a Autre organe de presse français à reprendre alors sans s'en distancier les articles de la presse éradicatrice : *L'Humanité*, le quotidien du Parti communiste français (voir par exemple Hassane ZERROUKY, « Ouled-Allal, sanctuaire du GIA », *L'Humanité*, 9 octobre 1997 ; Hassane Zerrouky est aussi journaliste du quotidien algérien *Le Matin*, fervent partisan des thèses éradicatrices).

b Le 23 octobre 1997, l'association Reporters sans frontières dénonce le refus d'accorder des visas à plusieurs journalistes étrangers et l'impossibilité de travailler en Algérie.

c Il est notoire que leurs chambres occupées par des visiteurs étrangers sont « équipées » de micros et que leurs communications téléphoniques sont systématiquement placées sous écoutes.